

PS, CDH et MR se teintent de vert avant la campagne

PARTIS Les formations traditionnelles abordent de plus en plus les thèmes de l'écologie

- Prise en compte d'une problématique prégnante dans l'opinion.
- Tentative de séduction des verts ou de leurs électeurs ?
- L'un n'empêche pas l'autre.

N'en jetez plus ! Entre la profession de foi environnementaliste de Denis Ducarme et l'affirmation tranchée d'Elio Di Rupo sur l'écosocialisme en passant par Benoît Lutgen définissant l'écologie comme un des piliers de l'humanisme, il y a de quoi donner le tournis à Ecolo. Cette déferlante chlorophyllisée des partis traditionnels a de quoi surprendre. Elle en serait presque suspecte même si, chacun d'eux, la main sur le cœur, assure qu'il n'y a là rien de plus... naturel.

« Durant vingt mois, nous avons eu des séances avec nos militants sur les mutations de la société, explique Elio Di Rupo. Et pour chacune d'elles, nous avons réfléchi à quel type de réponses apporter. La question du climat, de l'environnement s'est imposée à nous comme au reste du monde. Mais ce travail, nous ne l'avons pas mené en regardant Ecolo et ses électeurs. »

Benoît Lutgen ne dit pas autre chose quand il évoque l'intérêt porté par le CDH au respect de la biodiversité et des ressources naturelles. « C'est d'abord une conviction qui n'est pas qu'une conviction d'incantation, insiste-t-il. Et le CDH l'a prouvé par le passé, avec la stratégie air-climat, l'assainissement des sites pollués, Natura 2000, le Plan wallon des déchets qui a permis à la Wallonie d'afficher des taux de recyclage parmi les plus performants au monde... » Et le président centriste d'insister sur une différence qu'il juge fondamentale entre les verts et ses couleurs : « Chez les écologistes, le projet est centré sur la nature ; au CDH, c'est l'humain qui est au centre, y compris dans sa relation avec la nature. »

« En cas de polarisation, Ecolo pourrait être un de ceux qui déterminent une coalition dans un sens ou dans un autre » P. DELWIT

Quant au MR, il rappelle que les questions écologiques figurent dans son programme et que « tous les partis ont désormais mis l'environnement comme priorité ». Mais en aucun cas dans le but de se rapprocher d'Ecolo en vue d'une future alliance. « Nous avons négocié avec Ecolo durant l'été et il y avait des points de convergence mais ils ont choisi de ne pas entrer dans une majorité », com-



« C'est en ce sens que je soutiens, parce que je suis un libéral mais aussi un environmentaliste, la proposition du parlement européen »

DENIS DUCARME (MR), MINISTRE DE LA PROTECTION DU CONSOMMATEUR (LE SOIR DU 25 OCTOBRE)



« Aujourd'hui, on ne peut plus être socialiste sans être écosocialiste »

ELIO DI RUPO, PRÉSIDENT DU PS (DANS LES ÉDITIONS DE SUD PRESSE DU 4 DÉCEMBRE 2017)



« L'écologie, le lien humain à la nature et le respect des ressources naturelles, c'est une dimension très importante dans notre formation politique »

BENOÎT LUTGEN (CDH) SUR LA PREMIÈRE, LE 4 DÉCEMBRE

cupations mobilisent de plus en plus un électorat convoité par les différentes familles politiques : les classes moyennes salariées. Un électorat beaucoup plus volatil, moins fidèle à un seul parti. Autrement dit, chacun se verrait bien picorer dans l'assiette électorale promise par les sondages à Ecolo.

Mais la séduction ne vise pas uniquement la base électorale des verts. Elle s'adresse également à leur hiérarchie. « On arrive devant une très grande séquence électorale avec toutes les élections rassemblées en un an de temps, rappelle Pascal Delwit. Il faut certes glaner des électeurs mais également songer aux coalitions ». Or les sondages, encore eux, promettent un paysage politique francophone morcelé en juin 2019, avec six partis oscillant entre 10 et 20 %. Pour diriger la Wallonie, une tripartite sera peut-être nécessaire. Or, compte tenu des rapports tendus entre le CDH et le PS et, dans une moindre mesure, entre le MR et le PS, Ecolo occupe quasiment une position de parti pivot.

« En cas de polarisation, Ecolo pourrait être un arbitre et un de ceux qui déterminent une coalition dans un sens ou dans un autre, analyse le politologue. Un de ceux qui peuvent s'allier avec tout le monde ». Une fonction pivotale que Patrick Dupriez revendique. « Il est normal que nous soyons le pivot des transformations à mettre en place car nous sommes l'expression politique de ceux qui bougent dans ce sens-là, les citoyens, les associations et les entreprises. »

Cette arrière-pensée, chaque parti la balaise d'un revers de la main. « Nous ne tirons pas de plan sur la comète, répond-on au MR. Nous avons des convergences programmatiques avec Ecolo, le CDH et le PS mais aucun contact privilégié. Nous verrons bien avec qui gouverner après les élections ». « Le travail que nous avons mené sur notre projet avec nos 14 fédérations et nos 555 sections porte sur une vingtaine d'années, insiste Elio Di Rupo. Nous allons maintenant décider quels points décliner dans nos programmes électoraux. » Une démarche interne qui n'avait pas pour but de séduire un partenaire potentiel. « Il est trop tôt pour parler de coalition, ponctue le président du PS. Il faut attendre les résultats électoraux. » Benoît Lutgen est encore plus catégorique : « C'est une question de convictions, il ne faut y voir aucune stratégie ». ■

PASCAL LORENT

Eurostadium : dernier coup de pression avant la décision finale

BRUXELLES L'infrastructure proposée dépasserait les normes urbanistiques flamandes. « Des fuites pas innocentes », selon le promoteur

Selon la législation flamande, il est possible de construire, sur le parking C de Grimbergen, 70.000 m² d'installations (50.000 réservés à la récréation et 20.000 à des espaces de bureaux). Seulement voilà : le projet d'Eurostadium (ou stade national) dépasserait, selon nos confrères du *Laatste Nieuws*, ces normes prévues par les services d'urbanisme flamands. Ce dépassement a été constaté cet été par un fonctionnaire de la province du Brabant flamand dans un rapport. Les esprits s'échauffent sur ce dossier. Selon la *Libre Belgique*, piqué au vif par les propos récents de l'échevin des sports à la Ville de Bruxelles Alain Courtois, le Premier ministre Charles Michel n'aurait pas hésité ce lun-

di à parler d'un dossier « mal torché et cochonné depuis le début par des amateurs qui auraient dû s'interroger sur l'opportunité de faire un stade bruxellois sur un terrain flamand. C'est absurde ! »

Mais revenons au rapport. Le promoteur immobilier Ghelamco compte construire un stade deux fois plus grand que la surface prévue et tente de le cacher de façon très créative. En fait, Ghelamco divise les surfaces en fonction de leur utilisation. Par exemple, les tribunes du stade ne seraient pas toujours considérées comme une zone de « récréation » : elles ne le seraient que les jours de match (50 fois par an). Le reste du temps, cette surface disparaît des calculs de la superfi-

cie...

Le promoteur n'a pas démenti ces informations, mais il a précisé dans un communiqué : « L'avis paru dans la presse est cité de manière très sélective et est en rapport avec une version précédente du permis de bâtir. Il s'agit littéralement d'anciennes informations qui sont sorties de leur contexte, alors que l'avis contient

« Cela m'a paru évident que le projet dépassait les normes légales » MARIE NAGY

aussi des éléments positifs. » Le promoteur a estimé que cette fuite n'était « pas innocente » dans la mesure où l'UEFA doit se prononcer ce jeudi sur le maintien ou non de Bruxelles comme

ville-hôte pour l'Euro2020.

En fait, ce problème de taille avait déjà été constaté au début de l'année par la conseillère communale Marie Nagy (ex-Ecolo, Défi). A l'époque, cette dernière avait consulté le dossier déposé par Ghelamco au moment de l'enquête publique. En additionnant toutes les surfaces, elle était arrivée à un total de 735.000 m². Dans le rapport de la province du Brabant flamand, le calcul est réalisé différemment mais le constat est similaire : le projet dépasse largement les 70.000 m² prévus. Dans ce document, il est question de 100.000 m² pour la récréation et de 38.000 m² pour les bureaux (soit 68.000 m² de trop par rapport aux prescrits urbanistiques flamands).

« Cela m'a paru évident, lorsque j'ai consulté les documents, que le projet dépassait les normes légales, commente Marie Nagy, qui a eu, comme l'administration flamande, l'impression que Ghelamco arrangeait les chiffres à sa façon. En plus, ce complexe va faire de la concurrence à d'autres projets bruxellois, comme Neo au Heysel. La Ville de Bruxelles se rend complice de cela, sous prétexte de l'Euro 2020. » Arnaud Verstrate, député bruxellois Groen, analyse : « Si le gouvernement flamand accepte cette répartition artificielle, il y a un risque que tout le monde veuille s'en inspirer. Chacun pourrait tenter de changer les affectations de sa maison en tout et n'importe quoi... »

Ghelamco a-t-il réitéré cette manière de procéder dans le permis unique introduit en septembre dernier ? Les riverains, qui se sont exprimés en nombre lors de l'enquête publique (terminée en novembre dernier), en semblent convaincus. Cela porterait-il préjudice à la réalisation du stade dans les délais prévus ? Le promoteur a annoncé qu'il répondrait point par point aux critiques formulées contre le projet au comité des permis environnementaux. Comme à chaque fuite dans la presse, il appelle à une gestion indépendante du dossier. L'Eurostadium est désormais entre les mains du gouvernement flamand et de sa majorité N-VA-VLD-CD&V. ■

ANN-CHARLOTTE BERSIPONT